

Débat DROITS et LIBERTES

ETAT D'URGENCE :
L'ENNEMI PUBLIC N°1
PASSE AUX AVEUX



Etat d'urgence, repression syndicale et militante, casse des droits sociaux...

VENEZ EN PARLER POUR REAGIR !

Mardi 29 mars - 19h - Salle S. Hessel - Butte Verte - Noisy le Grand



DEBAT DROITS et LIBERTES

COMPRENDRE - RESISTER - DEVELOPPER DES ALTERNATIVES - CONSTRUIRE ENSEMBLE

ETAT D'URGENCE :
L'ENNEMI PUBLIC N°1
PASSE AUX AVEUX



Plus aucun doute, nos gouvernants ont fini leur mue vers un néolibéralisme pur et dur n'hésitant pas à piétiner les plates-bandes de la droite et de l'extrême droite dans la restriction des libertés individuelles et collectives. En effet, si la reconduction de l'état d'urgence, le projet de déchéance de nationalité ont été au centre des discussions, ils ont surtout servi à réprimer tous les mouvements sociaux. Que ce soit lors de la COP 21, les assignations à résidence de personnes connues pour leur militantisme, et maintenant la répression contre les syndicalistes d'Air France, de Goodyear et autres, le gouvernement s'est engagé dans une ligne autoritaire que nous n'avions pas connue depuis bien longtemps. La dernière manifestation de ce type nous vient de Myriam El Khomri, Ministre du Travail, qui n'hésite pas à déclarer que si son projet sur le démantèlement du Code du Travail ne passe pas, elle appliquera le 49-3 ! Dans le même temps ce gouvernement poursuit la stigmatisation et la répression contre les Roms ou les réfugiés. Malheureusement le gouvernement français applique les mêmes recettes que tous les tenants de l'ordre capitaliste en Europe et dans le monde.

Le triomphe de ce capitalisme mondialisé est une évidence. L'agressivité qui accompagne cette extension de son caractère dominant est particulièrement spectaculaire.

Les effets sont considérables : 10 % de la population mondiale possède 86 % des ressources disponibles, 50 % de la population mondiale ne possède rien, 62 « super-riches » possèdent autant que la moitié de la planète !

Les classe moyennes principalement concentrées dans les pays dits avancés, celles qui ont un travail, qui se partagent 14 % des ressources mondiales sont menacées à tout moment par la précarité.

Tout est en train d'être méthodiquement détruit, jusqu'aux Etats (Lybie, Irak...), avec ses effets boomerang : réfugiés, terrorisme, montée des nationalismes.

En France, des pans entiers de la législation sociale sont en train d'être détruits et la réforme du Code du Travail, qui vise à mettre en place une idéologie selon laquelle le bon droit du patron est supérieur au droit de la personne et certainement pas de s'attaquer au chômage, va conduire à une casse terrible. Les services publics continuent à être fragilisés. Après la comédie de la COP 21, les pourparlers reprennent avec les compagnies pétrolières américaines pour l'extraction du gaz de schiste, avec le maintien coûte que coûte de l'aéroport de Notre Dame des Landes ou le plus grand centre commercial du triangle de Gonesse. Bref nous avons un impérieux besoin de nous rassembler pour reprendre nos capacités d'agir

C'est pourquoi les organisations, syndicats, mouvements, associations, énumérées plus bas nous appellent à nous réunir pour en discuter avec les invités ci-après :

- ➔ André DECHOT de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) interviendra sur l'Etat d'urgence...
- ➔ François LORET du Collectif Romeurope Val Maubuée reviendra sur la condamnation de leurs militants après une action de solidarité...
- ➔ Olivier ROSAY syndicaliste de Sud PTT exposera les différentes affaires de répression syndicale à Air France, Goodyear, la Poste et ailleurs...
- ➔ Un animateur du journal Le Progrès Social présentera la loi travail et les dernières offensives contre les droits sociaux...

Etat d'urgence, repression syndicale et militante, casse des droits sociaux...

VENEZ EN PARLER POUR REAGIR !

Mardi 29 mars - 19h - Salle S. Hessel - Butte Verte - Noisy le Grand

